



## Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale  
1<sup>er</sup> février 2013  
Français  
Original: anglais

### Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

#### Onzième session

Bonn, 15-19 avril 2013

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Évaluation de la mise en œuvre au moyen des  
indicateurs d'impact adoptés à titre provisoire**

### Comité de la science et de la technologie

#### Troisième session extraordinaire

Fortaleza (Brésil), 4-7 février 2013

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Examen et évaluation des informations scientifiques  
reçues des Parties et d'autres entités faisant rapport,  
en particulier sur les indicateurs d'impact relatifs aux  
objectifs stratégiques 1, 2 et 3 du plan-cadre stratégique  
décennal visant à renforcer la mise en œuvre  
de la Convention (2008-2018)**

## Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés au sujet des objectifs stratégiques 1, 2 et 3 de la Stratégie

### Note du secrétariat

#### *Résumé*

Le présent document contient une synthèse et une analyse préliminaire des informations communiquées par les pays parties touchés au sujet des trois objectifs stratégiques de la Stratégie, à savoir améliorer les conditions de vie des populations touchées (objectif stratégique 1), améliorer l'état des écosystèmes touchés (objectif stratégique 2) et dégager des avantages généraux d'une mise en œuvre efficace de la Convention (objectif stratégique 3). Il analyse dans une perspective globale deux indicateurs d'impact consolidés et fournit, lorsque cela est possible, une analyse plus détaillée dans une perspective sous-régionale et régionale.

Il présente certaines conclusions au sujet de l'état des activités en rapport avec les objectifs stratégiques (situation de référence) et des recommandations pour examen par le Comité de la science et de la technologie (CST) et par le Comité chargé de l'examen de l'application de la Convention (CRIC) quant à la nécessité d'ajuster, de simplifier et de renforcer les activités en vue d'atteindre les trois objectifs.

Le CST souhaitera peut-être formuler des conseils à l'intention du CRIC et des recommandations concrètes aux Parties à la Convention ainsi qu'aux institutions concernées quant à la façon d'améliorer la couverture et la comparabilité des données en vue des futurs rapports sur la réalisation des objectifs 1, 2 et 3. Il souhaitera peut-être également leur fournir des avis en vue du suivi des recommandations qui seront formulées à l'intention de la Conférence des Parties pour examen.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Abréviations .....		3
I. Introduction .....	1–7	4
II. Méthodologie .....	8–11	5
III. Analyse des informations générales concernant les objectifs stratégiques 1, 2 et 3: estimations concernant les zones touchées, les zones rurales et la population.....	12–27	6
A. Définition des zones touchées .....	12–20	6
B. Définition des zones rurales .....	21–22	7
C. Estimations concernant la population.....	23–27	8
IV. Objectif stratégique 1 .....	28–52	8
A. Taux de pauvreté .....	28–48	8
B. Autres indicateurs.....	49–52	12
V. Objectif stratégique 2.....	53–77	12
A. État du couvert terrestre.....	53–73	12
B. Autres indicateurs.....	74–77	15
VI. Objectif stratégique 3.....	78–82	16
Autres indicateurs.....	79–82	16
VII. Conclusions.....	83–97	16
A. Analyse des informations générales concernant les objectifs stratégiques 1, 2 et 3: estimations concernant les zones touchées, les zones rurales et la population.....	90–92	17
B. Objectif stratégique 1 .....	93	18
C. Objectif stratégique 2 .....	94–95	18
D. Objectif stratégique 3 .....	96	18
E. Autres indicateurs pour les objectifs stratégiques 1, 2 et 3.....	97	19
VIII. Recommandations.....	98	19
<b>Annexes</b>		
I. Tables – Analysis of general information on strategic objectives 1, 2 and 3: affected areas, rural areas and human population estimates.....		21
II. Tables – Strategic objective 1 .....		31
III. Tables – Strategic objective 2.....		38
IV. Tables – Strategic objective 3.....		44

## Abréviations

Corine	Coordination de l'information sur l'environnement
CRIC	Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention
DDTS	Désertification, dégradation des terres et sécheresse
e-SMART	économique, spécifique, mesurable, réalisable, pertinent et limité dans le temps
EVI	Indice de végétation amélioré
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAPAR	Fraction absorbée du rayonnement photosynthétiquement actif
GLADIS	Système mondial d'information sur la dégradation des sols
LCCS	Système de classification de l'occupation des sols
NDVI	Indice de végétation normalisé
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPN	Productivité primaire nette
PRAIS	Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre

## I. Introduction

1. Le présent document constitue une synthèse et une analyse préliminaire des informations communiquées par les pays parties touchés dans le cadre du cycle de rapport et d'examen 2012-2013 concernant les trois objectifs stratégiques de la Stratégie, à savoir:

- a) Objectif stratégique 1: Améliorer les conditions de vie des populations touchées;
- b) Objectif stratégique 2: Améliorer l'état des écosystèmes touchés;
- c) Objectif stratégique 3: Dégager des avantages généraux d'une mise en œuvre efficace de la Convention.

2. Conformément à la décision 17/COP.9, les pays parties touchés doivent faire rapport sur l'utilisation de deux indicateurs d'impact obligatoires (c'est-à-dire le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et l'état du couvert terrestre) au moyen des mesures identifiées à l'occasion du processus d'examen par les pairs pour affiner les indicateurs d'impact (c'est-à-dire taux de pauvreté, couverture des sols et productivité des sols)<sup>1</sup>. Les pays parties touchés avaient également la possibilité de fournir des informations au sujet des neuf indicateurs d'impact acceptés à titre provisoire par la Conférence des Parties mais au sujet desquels il n'était pas obligatoire de faire rapport. Ils pouvaient également fournir des informations concernant tout autre indicateur qu'ils estimaient plus approprié que les indicateurs acceptés à titre provisoire<sup>2</sup>.

3. En dépit des circonstances dans lesquelles les premiers rapports ont été établis, à savoir un temps limité, pas d'assistance technique de la part des institutions spécialisées sous-régionales et régionales et un décaissement tardif des fonds destinés à financer en partie l'établissement de ces rapports, 71 pays parties touchés, soit environ 42 % du total, ont communiqué des informations sur les indicateurs d'impact dans le cadre du système PRAIS d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre avant la date limite officielle du 30 octobre 2012<sup>3</sup>.

4. Le chapitre II décrit la méthodologie employée pour l'analyse des informations reçues. Reprenant la structure du modèle de présentation<sup>4</sup>, le chapitre III résume les résultats de l'analyse préliminaire des informations générales concernant les zones touchées, les zones rurales et les estimations démographiques, et les chapitres IV, V et VI portant sur les indicateurs d'impact en rapport avec les objectifs stratégiques 1, 2 et 3. Pour chaque groupe, les statistiques concernant les taux de réponse sont d'abord présentées, suivies d'une évaluation de la qualité des données et d'un examen des résultats de l'analyse de l'information au niveau mondial et au niveau régional s'il y a lieu<sup>5</sup>.

5. Les conclusions générales quant à la situation des activités liées aux trois objectifs stratégiques sont présentées à la fin du rapport et font ressortir des questions importantes concernant les valeurs de base pour les indicateurs d'impact (perspectives de base).

---

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur la procédure d'examen par les pairs et ses résultats, voir le document ICCD/COP(10)CST/2.

<sup>2</sup> Voir «Modèle de présentation et directives à l'intention des pays parties touchés» disponible à l'adresse suivante: [http://www.unccd.int/en/programmes/Reporting-review-and-assessment/Documents/ACP%20template\\_Final\\_FRENCH.pdf](http://www.unccd.int/en/programmes/Reporting-review-and-assessment/Documents/ACP%20template_Final_FRENCH.pdf).

<sup>3</sup> Pour plus de détails, voir les tableaux 1 et 8, annexe II; tableaux 1, 4 et 5, annexe III, et le tableau de l'annexe IV.

<sup>4</sup> Voir note 2, ci-dessus.

<sup>5</sup> Voir le document ICCD/COP(10)/CST/4-ICCD/CRIC(10)/14.

6. Par sa décision 12/COP.9, la Conférence des Parties a décidé que le Comité de la science et de la technologie (CST) doit contribuer aux travaux du CRIC en examinant et en évaluant les informations scientifiques reçues des parties et d'autres entités faisant rapport, en particulier sur les indicateurs d'impact relatifs aux objectifs stratégiques 1, 2 et 3 de la Stratégie. En conséquence, le présent document sera distribué lors de la troisième session extraordinaire du CST et, par la suite, de la onzième session du CRIC. Certaines des recommandations présentées pour examen par le CST et par le CRIC découlent de la nécessité d'ajuster, de simplifier et de renforcer les activités en vue d'atteindre les objectifs de la Stratégie.

7. Les questions de mise en œuvre des indicateurs et de présentation des rapports sont également partiellement traitées dans le document ICCD/CRIC(11)/15 contribuant ainsi à un processus itératif. Les informations au sujet des progrès réalisés concernant l'affinement de l'ensemble d'indicateurs d'impact par le Groupe consultatif spécial d'experts figurent dans le document ICCD/CST(S-3)/5.

## II. Méthodologie

8. Le cycle 2012-2013 de présentation et d'examen des rapports est le premier dans le cadre de la Convention depuis l'adoption de la Stratégie qui demande aux pays parties touchés de fournir des informations quantitatives au sujet de la réalisation des objectifs stratégiques 1, 2 et 3. Il doit permettre de disposer d'informations de référence en vue des évaluations futures des progrès accomplis par les parties concernant la réalisation des objectifs stratégiques.

9. Il a été demandé aux pays parties touchés de fournir des informations sur au moins une des années de la période 2000-2011<sup>6</sup>. Dans la présente analyse, les données de référence, pour chaque pays, sont celles de l'année d'adoption de la Stratégie (2008) ou, s'il n'y a pas de données disponibles pour cette année, de l'année la plus proche pour laquelle des données de qualité sont disponibles, la préférence étant accordée aux données les plus récentes.

10. Des contrôles de qualité simples ont été réalisés concernant les unités de mesure, la cohérence entre superficies et pourcentages; les séries chronologiques et des comparaisons ont été effectuées avec des statistiques provenant de sources internationales, à savoir la Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En cas d'erreur d'unités, les données communiquées ont été corrigées si, après comparaison avec des données provenant d'autres sources, les valeurs correctes ne faisaient pas de doute. Seules les données validées par ces contrôles ont été conservées aux fins de l'analyse. Le Secrétariat a reçu l'aide de la Division de statistique de la FAO pour l'évaluation de la qualité des informations contenues dans les rapports des pays, notamment concernant le taux de pauvreté.

11. On trouvera d'autres informations au sujet des diverses méthodologies adoptées pour l'analyse de chaque indicateur d'impact dans les sections ci-dessous.

---

<sup>6</sup> Voir note 2 ci-dessus.

### **III. Analyse des informations générales concernant les objectifs stratégiques 1, 2 et 3: estimations concernant les zones touchées, les zones rurales et la population**

#### **A. Définition des zones touchées**

12. Il a été demandé aux pays parties touchés: 1) d'indiquer si les zones touchées étaient prises en compte dans les programmes d'action nationaux ou d'autres programmes de planification; 2) de préciser la superficie des zones touchées et le pourcentage qu'elles représentaient à l'échelle du pays; et 3) de préciser la définition et les méthodes retenues d'identification des zones touchées<sup>7</sup>.

13. Les sections ci-après présentent les résultats de l'analyse préliminaire des informations reçues:

- a) La section A.1 porte sur l'identification des zones touchées par la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse (DDTS);
- b) La section A.2 porte sur la superficie des zones touchées par la DDTS;
- c) La section A.3 concerne les définitions des zones touchées et les méthodes d'identification de ces zones.

#### **1. Identification des zones touchées par la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse**

14. Les résultats montrent que dans environ 90 % des pays qui ont soumis un rapport les zones touchées sont prises en compte dans les programmes d'action nationaux ou dans d'autres programmes de planification (voir la figure de l'annexe I). Le tableau 1 de l'annexe I présente une ventilation des réponses pour l'ensemble des cinq régions et par région.

#### **2. Superficie des zones touchées par la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse.**

15. Au total, 59 pays parties, soit environ 83 % des pays qui ont soumis un rapport, ont fourni des détails sur la superficie des zones touchées. Les tableaux 2 à 6 de l'annexe I présentent ces données dans les cinq régions et pour les pays pour lesquels la qualité des données a pu être vérifiée.

16. Le pourcentage de la superficie du pays touché varie fortement selon les pays et les sous-régions et ne présente pratiquement pas de spécificité géographique ou régionale. Les superficies touchées sont comprises dans les proportions indiquées ci-après:

- a) Afrique: entre 6 et 100 %;
- b) Asie: entre 5 et environ 96 %;
- c) Amérique latine et Caraïbes: entre 1 et 87 %;
- d) Méditerranée septentrionale: entre 16 et 33 %;
- e) Europe centrale et orientale: entre 16 et 60 %.

17. Ces écarts tiennent peut-être à l'absence d'une définition et d'une méthodologie communes (voir également la section A.3 ci-dessous).

---

<sup>7</sup> Voir note 2 ci-dessus.

18. Étant donné que seul à peine plus d'un tiers des pays parties touchés ont communiqué des données complètes et dont la qualité a pu être confirmée, il n'a pas été possible d'en dégager des statistiques sur l'ampleur des zones touchées sur l'ensemble des cinq régions ou par région.

### 3. Définition des zones touchées par la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse et méthodes d'identification de ces zones

19. La plupart des pays n'ont pas fourni de définition claire des zones touchées, utilisée en complément ou à la place de la définition donnée dans la Convention. Les définitions effectivement fournies mettent l'accent sur l'importance de la «productivité» (biologique et économique) ou sur l'activité humaine en tant que principal facteur de la DDTs. La sécheresse n'est mentionnée dans la définition que dans un très petit nombre de cas (voir annexe I, tableau 7).

20. Comme indiqué ci-dessus, la plupart des pays ont fourni des estimations quantitatives quant à l'ampleur des zones touchées. Toutefois, seul un tiers a fourni des informations sur la méthode utilisée pour identifier ces zones (voir annexe I, tableau 8). Parmi ces derniers, certains ont utilisé l'indice d'aridité du Programme des Nations Unies pour l'environnement comme seul indicateur, alors que d'autres ont adopté diverses méthodes tirées de la littérature scientifique telles que l'évaluation de la dégradation des terres en zones arides<sup>8</sup>, l'évaluation de la dégradation des sols due à l'homme en Asie du Sud et du Sud-Est<sup>9</sup>, les zones sensibles à l'état de l'environnement<sup>10</sup> et l'indice de dégradation appelé «2dRUE»<sup>11</sup>, ou d'autres méthodes encore mises au point au niveau national. Les autres pays ont soit mentionné des méthodes locales soit indiqué certains des facteurs et indicateurs utilisés sans fournir toutefois de précisions techniques quant aux unités de mesure et aux procédures adoptées pour combiner et intégrer les informations.

## B. Définition des zones rurales

21. Il a été demandé aux pays parties touchés d'indiquer: 1) si les zones rurales étaient identifiées dans un document national; et 2) qu'elle en était la définition<sup>12</sup>. Au total, 66 pays parties touchés, soit 93 % du total, ont répondu à cette question. Leurs réponses sont analysées ci-dessous.

### Identification des zones rurales

22. Les réponses reçues montrent que dans près de 90 % des pays les zones rurales sont identifiées comme telles dans un document national. Le tableau 9 de l'annexe I présente une ventilation des réponses par région. Il convient de noter que d'une manière générale la définition des zones rurales n'a aucun lien avec celle des zones touchées.

<sup>8</sup> Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/nr/lada/index.php>.

<sup>9</sup> Van Lynden, G. W. J. and L. R. Oldeman (1997). Assessment of the status of human induced soil degradation in South and South East Asia. International Soil Reference and Information Centre, Wageningen.

<sup>10</sup> Kosmas, C., M. Kirkby and N. Geeson (1999). The MEDALUS project. Mediterranean desertification and land use. Manual on key indicators of desertification and mapping environmentally sensitive areas to desertification, Commission européenne, Bruxelles. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.kcl.ac.uk/projects/desertlinks/downloads/publicdownloads/ESA%20Manual.pdf>.

<sup>11</sup> Del Barrio, G. and others. Assessment and monitoring of land condition in the Iberian Peninsula, 1989-2000, Remote Sensing of Environment, vol. 114, n° 8 (16 août 2010). Disponible à l'adresse suivante: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0034425710000970>.

<sup>12</sup> Voir note 2 ci-dessus.

## C. Estimations concernant la population

23. Il a été demandé aux pays parties touchés de fournir des estimations concernant la population, et plus particulièrement la population nationale, la population vivant en zone rurale et la population vivant dans les zones touchées au cours de la période 2000-2011<sup>13</sup>.

24. Au total, 60 pays parties touchées, soit environ 85 % de ceux qui ont soumis un rapport, ont fourni des informations portant sur au moins une année. Sur ce total, 25 pays, soit environ 35 % de tous ceux ayant soumis un rapport, ont fourni des données sur la population vivant dans les zones touchées, et un très petit nombre seulement ont fourni des séries chronologiques complètes. Les résultats de l'analyse de ces données sont présentés ci-dessous.

### Analyse des tendances en matière de population: valeurs de référence

25. Les tableaux 10 à 14 de l'annexe I présentent les données de référence sur la population dans les cinq régions, mais uniquement pour les pays dont la qualité des données a été vérifiée. Les tableaux indiquent également la proportion de la population totale vivant dans les zones touchées et les zones rurales, calculée sur la base des données nationales fournies. Ces données ne font ressortir aucune tendance régionale ou géographique.

26. Comme indiqué dans les sections précédentes, le manque de données concernant la population vivant dans les zones touchées tient pour partie aux lacunes en ce qui concerne l'identification des zones touchées au niveau national, mais il s'explique également par le peu de données portant spécifiquement sur ces zones.

27. Étant donné que les estimations complètes et dont la qualité a été vérifiée concernant la population humaine ne concernent qu'environ 35 % des pays qui ont soumis des rapports, il n'a pas été possible d'établir des statistiques de la population touchée par la DDTS pour l'ensemble des cinq régions ou par région.

## IV. Objectif stratégique 1

### A. Taux de pauvreté

Indicateur: Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté

Unité de mesure: Taux de pauvreté

28. Il a été demandé aux pays parties touchés de fournir, pour la période 2000-2011, des informations sur le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté: a) dans les zones touchées; et b) en zones rurales<sup>14</sup>. S'il n'existait pas de seuil de pauvreté pour les zones rurales, les pays parties devaient fournir des informations sur le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté national: a) dans les zones touchées; b) en zones rurales; et c) dans l'ensemble du pays (s'il n'existe pas de statistiques sur les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les zones rurales et les zones touchées). Enfin, si le pays n'avait pas défini de seuil de pauvreté, il devait utiliser comme valeur le seuil habituellement retenu au niveau international, à savoir 2 dollars par habitant et par jour. En outre, les pays ont fourni des informations complémentaires concernant les seuils de pauvreté adoptés et les méthodes d'évaluation de la pauvreté utilisées.

---

<sup>13</sup> Voir note 2 ci-dessus.

<sup>14</sup> Voir note 2 ci-dessus.



29. L'analyse des données reçues a été effectuée séparément pour les zones touchées, les zones rurales et le niveau national. En raison du faible taux de réponse, il n'a pas été possible d'effectuer une analyse détaillée comme celle présentée dans le document ICCD/COP(10)/CST/4-ICCD/CRIC(10)/14. C'est pourquoi les différentes données (zones rurales, échelles nationale et internationale) ont été regroupées pour être analysées.

30. Étant donné que les données concernant les différents seuils de pauvreté (international, national et rural) ne sont que peu comparables, et vu le petit nombre de pays qui ont fourni des informations complètes (voir la section consacrée aux statistiques concernant les réponses) les résultats de l'analyse doivent être considérés avec prudence.

31. Les statistiques concernant les réponses, la qualité des données et les résultats de l'analyse sont présentées ci-dessous.

### **1. Statistiques concernant les réponses**

32. Cinquante-sept pays parties touchés, soit environ 80 % des pays qui ont soumis un rapport, ont fourni des données sur la pauvreté et seul un très petit nombre d'entre eux ont fourni des séries chronologiques complètes (voir annexe II, fig. et tableau 1).

### **2. Évaluation de la qualité des données**

33. Outre les contrôles habituels appliqués à l'ensemble des données (voir chap. II), les données fournies pour les divers groupes de population (c'est-à-dire population vivant dans les zones touchées, en zones rurales, et population nationale) ont été comparées aux estimations concernant la population et à des statistiques disponibles auprès de sources internationales (à savoir la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU, les statistiques de la FAO pour la population, et les statistiques de la Banque mondiale pour la pauvreté). Certaines lacunes ont été comblées au moyen des estimations concernant la population (par exemple pour le calcul des pourcentages par rapport à la population totale, si ces pourcentages n'étaient pas indiqués). Il convient de noter que de nombreux problèmes liés aux données sont la conséquence directe d'une mauvaise interprétation de la question.

### **3. Pertinence de l'indicateur**

34. Trois pays, soit environ 4 % de ceux qui ont soumis un rapport, ont déclaré que l'indicateur ou l'unité de mesure utilisé n'était pas pertinent au niveau national, et ce, pour les raisons suivantes:

- a) Difficulté à définir et à quantifier la pauvreté au niveau national;
- b) D'autres indicateurs/unités de mesure seraient plus pertinents (tels que les indicateurs concernant l'emploi et la nutrition);
- c) L'indicateur (en particulier le taux de pauvreté en zones rurales) n'est pas lié aux conséquences de l'application de la Convention dans le pays et ne figure donc pas dans le plan d'action national.

#### **4. Proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté dans les zones touchées**

##### *a) Valeurs de référence*

35. Le tableau 2 de l'annexe II présente les valeurs de référence de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les zones touchées dans quatre régions<sup>15</sup>. Seuls les pays dont la qualité des données a été vérifiée sont indiqués.

##### *b) Analyse*

36. Le tableau 3 de l'annexe II présente les résultats d'une analyse régionale du taux de pauvreté dans quatre régions<sup>16</sup> pour les pays dont la qualité des données a pu être établie.

37. En raison de la faible couverture et du peu de données complètes de qualité, inférieure à 7 % de l'ensemble des pays parties touchés, les statistiques de la présente section ne sont pas représentatives et ne doivent être considérées que comme un exemple d'analyse possible.

38. Le pourcentage de la population des zones touchées vivant en dessous du seuil de pauvreté varie fortement d'une région à l'autre, sans que l'on puisse en dégager une tendance géographique ou régionale. Les pourcentages obtenus sont les suivants:

- a) Afrique: entre 8 et 64 %;
- b) Asie: entre 5 et environ 90 %;
- c) Amérique latine et Caraïbes: entre 12 et 50 %;
- d) Ensemble des régions: entre 5 et 90 %.

39. Comme on l'a vu dans le chapitre consacré aux informations d'ordre général, le manque de données découle en partie de lacunes dans l'identification des zones au niveau national.

#### **5. Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté en zones rurales**

##### *a) Valeurs de référence*

40. Le tableau 4 de l'annexe II présente les valeurs de référence pour la population des zones rurales vivant en dessous du seuil de pauvreté dans quatre régions<sup>17</sup>. Seuls les pays dont la qualité des données a été vérifiée sont indiqués. On constate que les données disponibles sont plus nombreuses que celles concernant le pourcentage de population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les zones touchées.

##### *b) Analyse*

41. Le tableau 5 de l'annexe II présente les résultats d'une analyse du taux de pauvreté dans quatre régions<sup>18</sup> pour les pays dont la qualité des données a pu être établie.

---

<sup>15</sup> Les pays de la Méditerranée septentrionale n'ont pas fourni de données sur la pauvreté en zones rurales.

<sup>16</sup> En ce qui concerne la région d'Europe centrale et orientale, les données ne sont disponibles que pour un seul pays.

<sup>17</sup> Les pays de la Méditerranée septentrionale n'ont pas fourni de données concernant la pauvreté en zones rurales.

<sup>18</sup> Voir note 16 ci-dessus.

42. En raison de la faible couverture des données de qualité complètes, de l'ordre de 14 % de l'ensemble des pays parties touchés, les statistiques de la présente section ne sont pas représentatives et ne doivent être considérées que comme un exemple d'analyse possible.

43. Il convient de noter qu'il était demandé aux pays de communiquer le taux de pauvreté à l'échelle nationale dans le seul cas où il n'existait pas de données pour les zones touchées et les zones rurales.

44. Le pourcentage de la population rurale vivant en dessous du seuil de pauvreté varie fortement d'une région à l'autre, sans que l'on puisse en dégager une tendance géographique ou régionale. Les pourcentages indiqués sont les suivants:

- a) Afrique: entre 7 et 82 %;
- b) Asie: entre 4 et environ 43 %;
- c) Amérique latine et Caraïbes: entre 12 et 74 %;
- d) Europe centrale et orientale: entre 18 et 43 %;
- e) Ensemble des régions: entre 4 et 80 %.

## **6. Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté au niveau national**

### *a) Valeurs de référence*

45. Le tableau 6 de l'annexe II présente les valeurs de référence pour la population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les cinq régions. Seuls les pays dont la qualité des données a été vérifiée sont indiqués.

### *b) Analyse*

46. Le tableau 7 de l'annexe II présente les résultats de l'analyse du taux de pauvreté dans les cinq régions, pour les seuls pays dont la qualité des données a pu être établie.

47. En raison de la faible couverture des données de qualité complètes, de l'ordre de 14 % des pays parties touchés, les statistiques de la présente section ne sont pas représentatives et ne doivent être considérées que comme un exemple d'analyse possible.

48. Le pourcentage de la population nationale vivant en dessous du seuil de pauvreté varie fortement d'une région à l'autre, sans que l'on puisse en dégager une tendance géographique ou régionale. Les pourcentages obtenus sont les suivants:

- a) Afrique: entre 4 et 77 %;
- b) Asie: entre 12 et environ 31 %;
- c) Méditerranée septentrionale: entre 5 et 18 %;
- d) Europe centrale et orientale: entre 13 et 29 %;
- e) Ensemble des régions: entre 4 et 77 %.

## B. Autres indicateurs

49. Comme indiqué au paragraphe 2 ci-dessus, les pays parties touchés ont eu la possibilité de fournir des informations concernant les neuf indicateurs d'impact acceptés à titre provisoire par la Conférence des Parties mais qu'ils n'étaient pas tenus d'inclure dans leurs rapports. Ils pouvaient également fournir des données d'après tout autre indicateur qu'ils considéraient comme mieux adapté que ceux acceptés à titre provisoire.

### Informations sur les indicateurs d'impact optionnels

50. Le tableau 8 de l'annexe II présente une synthèse des informations communiquées par les pays parties touchés au sujet des indicateurs d'impact optionnels concernant l'objectif stratégique 1.

51. Il convient de noter que 10 pays parties touchés, soit 14 % de ceux qui ont soumis un rapport, ont communiqué de telles informations et que, en particulier, sept ont fourni des informations au sujet des indicateurs en rapport avec l'objectif stratégique 1. Ce faible taux de réponses tient peut-être au fait que la communication d'informations à ce sujet était laissée à l'initiative du pays.

52. Trois des neuf indicateurs acceptés à titre provisoire par la Conférence des Parties sont utilisés par les pays, à savoir:

- a) La disponibilité en eau par habitant (3 pays);
- b) Le changement d'affectation des terres (4 pays);
- c) La consommation alimentaire par habitant (3 pays).

## V. Objectif stratégique 2

### A. État du couvert terrestre

Indicateur: état du couvert terrestre

Mesures: couvert terrestre

#### 1. Couvert terrestre

53. Il a été demandé aux pays parties touchés de fournir des informations pour les années 2000-2011 sur: 1) la définition des types de couverts cartographiés à l'échelle du pays; et 2) les superficies de chaque type de couvert ainsi que les pourcentages représentés par rapport à la superficie totale du pays. Pour permettre les comparaisons, les pays ont fourni des métadonnées sur la méthodologie utilisée, par exemple les classifications, les sources de données et l'exactitude des données<sup>19</sup>.

54. Étant donné le faible taux de réponse et la grande diversité de types de couverts, il n'a pas été possible de procéder à une analyse complète et détaillée comme celle présentée dans le document ICCD/COP(10)/CST/4-ICCD/CRIC(10)/14. On a toutefois procédé à une analyse simplifiée en regroupant les données en cinq grands types de couverts. On trouvera dans les sections ci-dessous plus de détails sur le nombre de réponses, la qualité des données et les résultats de l'analyse effectuée.

---

<sup>19</sup> Voir note 2 ci-dessus.

a) *Statistiques concernant les réponses*

55. Au total, 49 pays parties touchés, soit environ 69 % des pays ayant soumis un rapport, ont communiqué des données sur la couverture terrestre, mais très peu ont fourni des séries chronologiques complètes (voir annexe III, fig. 1 et tableau 1). De très nombreuses informations additionnelles ont également été fournies sous forme d'ensembles de données géographiques, de rapports techniques et de documents officiels. Il convient de noter qu'un petit nombre de pays seulement ont fourni ces informations en lieu et place de réponses à des questions précises.

b) *Évaluation de la qualité des données*

56. Environ 320 classes uniques de couverts ont été signalées par 49 pays, avec des niveaux de détails (de deux à trois types jusqu'à plus de 40 pour un pays) et une couverture variables. Bien que les questions concernaient la répartition des types de couverts à l'échelle nationale, les données fournies par certains pays ne portent que sur une partie du territoire (par exemple les zones touchées, les zones forestières ou les zones couvertes de végétation) ou sur certains types précis de couverts. Cela pourrait tenir à une interprétation différente des questions ou à un manque de données, ou encore aux priorités du pays en matière de gestion des terres. Par exemple, la plupart des pays de Méditerranée septentrionale et d'Europe centrale et orientale ont fourni des informations sur les «surfaces artificielles», alors que les pays d'Afrique n'ont pratiquement pas communiqué de données sur les zones urbaines. Dans d'autres régions, certains pays n'ont fourni que des données concernant les zones agricoles et d'autres n'ont communiqué d'informations que sur trois types de couverts à savoir «forêts», «pas de forêts» et «autres couverts». Toutefois, la plupart des pays ont fourni des données fondées sur des systèmes de classification internationaux ou régionaux largement utilisés (tels que le système de classification de la FAO ou le système Corine de coordination de l'information sur l'environnement). Pour ces pays en particulier, il devrait être possible de fournir, lors des prochains cycles d'établissement de rapports, des données au niveau de détails approprié. Seul un petit groupe de pays a utilisé des classifications qui leur étaient propres ou qui n'avaient pas de lien direct avec le couvert.

c) *Pertinence des indicateurs/mesures*

57. Un pays a déclaré que l'indicateur/la mesure n'était pas pertinent(e) du point de vue de la planification DDTS, et qu'il ne disposait pas de données à l'échelle nationale.

d) *Distribution des types de couverts – valeurs de base*

58. Les données ont été regroupées selon cinq grands types de couverts:

- a) Zones cultivées;
- b) Végétation naturelle et semi-naturelle (y compris zones humides);
- c) Zones artificielles;
- d) Terres dénudées et autres terres;
- e) Masses d'eau.

59. Tous les pays qui pouvaient être associés avec les cinq classes indiquées ci-dessus ont été intégrés dans les données de base. Pour certains pays, il a été possible d'obtenir des données à partir de sources en ligne mentionnées par les pays eux-mêmes, mais ces données ont toutefois dû être plus ou moins interprétées.

60. Les pays qui n'ont communiqué de données que pour une partie seulement de leur territoire et pour lesquels il n'a pas été possible d'utiliser d'autres sources de données n'ont pas été pris en compte, mais pourraient l'être ultérieurement en classant la zone manquante dans une nouvelle classe «pas de données disponibles».

61. Les ensembles de données de base obtenus portent sur 20 pays parties touchés, soit environ 28 % des pays qui ont soumis des rapports.

62. Les informations de base ne figurent pas dans le présent rapport en raison de l'important volume de données qu'elles comportent.

e) *Distribution des types de couverts – analyses*

63. La figure 2 et le tableau 2 de l'annexe III présentent les résultats d'une analyse de la distribution des classes de couverts dans l'ensemble des cinq régions.

64. Le tableau 3 de l'annexe III présente les résultats des analyses au niveau régional.

65. Il convient de noter que les analyses ne portent que sur les 20 pays pour lesquels des valeurs de référence ont été établies et les données choisies comme indiqué ci-dessous.

66. L'analyse globale ou les analyses régionales de la distribution des principaux types de couverts sont incluses à titre d'exemple. Elles doivent être traitées avec précaution en raison du faible pourcentage de pays qui ont fourni des données complètes sur les principaux types de couverts et du faible degré de comparabilité des données nationales. Les résultats de ces analyses sont néanmoins utiles pour affiner les futurs rapports et améliorer la comparabilité et la qualité des données.

**2. Productivité des sols**

Indicateur: État du couvert
Mesure: Productivité des sols

67. Il a été demandé aux pays parties touchés de fournir des informations pour la période 2000-2011 concernant la productivité primaire nette (PPN) de chaque type de couverts pour lesquels des données ont été communiquées ou des données sur l'indice de végétation normalisé (NDVI), la fraction absorbée du rayonnement photosynthétique actif (FAPAR), l'indice de végétation amélioré (EVI) ou d'autres indices<sup>20</sup>.

a) *Statistiques concernant les réponses*

68. Douze pays parties touchés, soit environ 17 % des pays ayant soumis un rapport, ont fourni des données sur la productivité des sols (voir annexe III, fig. 3 et tableau 4).

69. Compte tenu de ce faible taux de réponse et des lacunes dans les données fournies, il n'a pas été possible d'effectuer une analyse telle que celle présentée dans le document ICCD/COP(10)/CST/4-ICCD/CRIC(10)/14, ni même une analyse simplifiée. Les pays n'utilisent pas tous les mêmes méthodes d'évaluation de la productivité des sols, et les données fournies sont par conséquent très hétérogènes et non comparables, comme il ressort de l'évaluation de leur qualité résumée ci-dessus. Cela montre clairement qu'il faut prendre des mesures à la fois pour accroître le taux de réponse et pour améliorer la comparabilité des données.

---

<sup>20</sup> Voir note 2 ci-dessus.

b) *Évaluation de la qualité des données*

70. Les pays ont utilisé diverses variables concernant la productivité des sols (PPN, NDVI, etc.) et le type de couverts pour lesquels cette productivité est indiquée ne renvoie pas toujours aux mêmes systèmes de classification voire, dans certains cas, ne correspond pas aux types objets de l'indicateur.

71. Les valeurs de la PPN varient très fortement d'une région à l'autre, allant de quelques centaines à quelques milliers, voire à des milliers de milliards. De plus, d'importantes incohérences ont été constatées au moment de comparer les séries de données pour un même pays<sup>21</sup>.

c) *Pertinence de l'indicateur/de la mesure*

72. Quatre pays parties touchés, soit environ 6 % des pays ayant soumis un rapport, ont déclaré que l'indicateur ou la mesure utilisée ne s'appliquait pas dans leur pays.

73. Trois pays ont simplement indiqué un faible score (0 ou 1) dans l'évaluation e-SMART, sans autre explication. Un pays a indiqué qu'en raison de la très forte variabilité de ses écosystèmes, d'autres éléments (indicateurs/mesures) seraient mieux adaptés, tels que ceux indiquant des progrès dans la mise en œuvre/l'adoption des meilleures pratiques, la gestion des ressources naturelles et la production durable.

## B. Autres indicateurs

74. Comme indiqué précédemment, les pays parties touchés avaient la possibilité de fournir des informations sur les neuf indicateurs d'impact acceptés à titre provisoire par la Conférence des Parties, mais qu'ils n'étaient pas tenus de faire figurer dans leur rapport.

### Informations sur les indicateurs d'impact optionnels

75. Le tableau 1 de l'annexe III présente une synthèse des informations communiquées par les pays parties touchés au sujet des indicateurs d'impact optionnels pour l'objectif stratégique 2.

76. Dix pays parties touchés, soit 14 % de ceux qui ont soumis un rapport, ont communiqué des informations sur les indicateurs additionnels, dont six qui ont fourni des informations sur les indicateurs en rapport avec l'objectif stratégique 2. Ce faible taux de réponse tient peut-être au fait que la communication d'informations à ce sujet était laissée à l'initiative du pays.

77. Quatre des neuf indicateurs acceptés à titre provisoire par la Conférence des Parties sont utilisés, à savoir:

- a) Capacité des sols à supporter l'utilisation agropastorale (un pays);
- b) Degré de dégradation des sols (quatre pays);
- c) Diversité végétale et animale (quatre pays);
- d) Indice de sécheresse (trois pays).

---

<sup>21</sup> Par exemple, la PPN pour le type «faible couverture végétale» indiquée par un pays en 2011 était 21 fois plus élevée que deux ans auparavant et environ cinq fois plus élevée que la valeur maximale signalée pour le type «forte couverture végétale».

## VI. Objectif stratégique 3

78. Étant donné qu'il n'y a pas d'indicateurs obligatoires pour l'objectif stratégique 3<sup>22</sup>, il n'a pas été possible de recueillir des informations de base pour pouvoir mesurer les progrès réalisés par les Parties en vue de la réalisation de cet objectif.

### Autres indicateurs

79. Les statistiques concernant les réponses fournies au sujet d'autres indicateurs sont examinées ci-dessous.

### Informations sur les indicateurs d'impact optionnels

80. Le tableau de l'annexe IV présente une synthèse des informations communiquées par les pays parties touchés au sujet des indicateurs d'impact optionnels pour l'objectif stratégique 3.

81. Dix pays parties touchés, soit 14 % de ceux qui ont soumis un rapport, ont communiqué des informations sur les indicateurs optionnels, dont trois qui ont fourni des informations sur les indicateurs en rapport avec l'objectif stratégique 3. Ce faible taux de réponse tient peut-être au fait que la communication d'informations à ce sujet était laissée à l'initiative du pays.

82. Deux des neuf indicateurs acceptés à titre provisoire par la Conférence des Parties ont été utilisés par les pays, à savoir:

- a) Les stocks de carbone en surface et souterrains (trois pays);
- b) Les terres gérées de façon durable (trois pays).

## VII. Conclusions

83. Ceci constitue le premier examen des rapports soumis par les États parties au titre de la Convention depuis l'adoption de la Stratégie qui impose aux pays parties touchés de fournir des informations quantitatives sur deux indicateurs d'impact (pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et état du couvert) et, à titre volontaire, sur les indicateurs acceptés à titre provisoire et d'autres indicateurs.

84. L'analyse des informations reçues a principalement consisté à en tirer des valeurs de référence en vue d'évaluer à l'avenir les progrès accomplis concernant la réalisation des objectifs stratégiques et les impacts attendus.

85. Au total, 71 pays, soit environ 42 % de tous les pays parties touchés, ont fourni des informations sur les indicateurs d'impact. Toutefois, toutes les Parties n'ont pas fourni d'indications quantitatives, ce qui se traduit par une couverture globale des données comprise entre 7 et 36 %, en fonction de la question considérée.

86. Les pays ont également fourni une grande diversité d'informations additionnelles, telles qu'ensembles de données géographiques, rapports techniques et autres publications venant compléter leurs réponses à des questions précises ou, dans certains cas, en lieu et place de ces réponses.

---

<sup>22</sup> Voir décision 17/COP.9.



87. En raison de la nature hautement spécialisée/scientifique des informations demandées, en règle générale la couverture et la comparabilité des données ont été insuffisantes pour dégager des résultats statistiquement représentatifs à partir de leur analyse. Toutefois, une analyse partielle a été réalisée pour les deux indicateurs d'impact obligatoires, et leurs résultats sont indiqués dans les sections pertinentes du présent document. Elle devrait être considérée comme un exemple de ce qui pourrait être fait lors des prochains cycles avec des données suffisantes. Cela étant, les résultats obtenus fournissent des indications utiles en vue d'améliorer les futurs rapports et montrent le chemin à suivre à l'avenir.

88. Les conclusions concernant les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 et les indicateurs d'impact associés sont présentées aux sections A à E ci-dessous.

89. Compte tenu des conditions dans lesquelles ont été établis ces premiers rapports sur les indicateurs d'impact, à savoir dans un temps limité, sans assistance technique de la part d'institutions spécialisées sous-régionales ou régionales et avec un décaissement tardif des ressources destinées à financer en partie leurs préparatifs et leur établissement, on peut considérer que des choses importantes ont été réalisées. Il a été ainsi possible d'obtenir un premier ensemble de valeurs de référence, en dépit de lacunes concernant les données et d'un manque de comparabilité. De même, bien que la couverture des données soit limitée, elle a permis de réaliser un sous-ensemble d'analyses et fourni des indices utiles quant à la façon d'améliorer le processus à l'avenir.

#### **A. Analyse des informations générales concernant les objectifs stratégiques 1, 2 et 3: estimations concernant les zones touchées, les zones rurales et la population**

90. Identification des zones touchées et des zones rurales: environ 90 % des pays ayant soumis un rapport ont identifié les zones touchées, que ce soit dans leur plan national d'action ou dans un autre document de planification. Les méthodologies utilisées diffèrent d'un pays à l'autre, ce qui peut se traduire par une très faible comparabilité des données quantitatives, que ce soit entre les régions ou d'une manière globale. Un pourcentage similaire de pays ont identifié les zones rurales dans un document national de planification. Les définitions utilisées pour les zones rurales et les zones touchées par la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse semblent n'avoir aucun lien.

91. Superficie des zones touchées: la superficie des zones touchées, exprimée en pourcentage de la superficie totale du pays, varie fortement d'un pays à l'autre et ne présente guère de tendances géographiques ou régionales. Cette situation est peut-être la conséquence de l'absence d'une définition et de critères communs et donc du peu de comparabilité des données.

92. Estimation concernant la population: les données concernant la population ne permettent pas de dégager de tendances géographiques ou régionales. Étant donné la faible couverture des estimations complètes et dont la qualité a été confirmée, qui est inférieure à 15 % des pays parties touchés, le présent document ne contient aucune statistique globale ou régionale de la population touchée par la DDTS. Le manque de données sur la population des zones touchées tient pour partie à des lacunes dans l'identification de ces zones au niveau national, mais également au manque de données spécifiques des zones touchées.

## **B. Objectif stratégique 1**

93. **Taux de pauvreté:** l'analyse a été effectuée séparément pour les zones touchées, les zones rurales et à l'échelle nationale en regroupant les données nationales concernant certains seuils de pauvreté (en zones rurales, à l'échelle nationale et seuil habituellement retenu à l'échelle internationale). Le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les zones touchées, les zones rurales et au niveau national varie fortement d'une région à l'autre et ne présente guère de tendances géographiques ou régionales. Les résultats de l'analyse doivent être traités avec prudence compte tenu de la faible comparabilité des données pour différents seuils de pauvreté ainsi que du petit nombre de pays qui ont communiqué des informations complètes. Le manque de données sur la pauvreté dans les zones touchées tient pour partie aux lacunes concernant l'identification de ces zones au niveau national.

## **C. Objectif stratégique 2**

94. **Couvert des sols:** les pays ont communiqué des données sur une grande variété de types de couverts qui ne peuvent être directement comparés, même s'ils ont utilisé pour la plupart des méthodes de classification largement acceptées et diffusées telles que le Système de classification de la FAO et le système Corine de coordination de l'information sur l'environnement. Toutefois, seul un sous-ensemble de répondants a fourni des données pour l'ensemble du territoire national, et plusieurs pays n'ont fourni que des données partielles. L'analyse a été réalisée en regroupant les données concernant différents types de couverts et portant sur l'ensemble du pays. Le présent document contient une analyse, globale et par région, de la distribution des principaux types à des fins d'illustration. Toutefois, on ne peut en tirer de conclusions et les statistiques présentées devraient être traitées avec prudence compte tenu du faible pourcentage de pays qui ont fourni des données complètes et de la comparabilité limitée de ces données. Les résultats sont néanmoins utiles car ils devraient permettre d'affiner la teneur des futurs rapports et d'améliorer la comparabilité et la qualité des données.

95. **Productivité des sols:** compte tenu du faible taux de réponse et de la diversité de méthodes utilisées pour évaluer la productivité des sols, il n'a pas été possible de dégager des valeurs de référence ou d'effectuer une analyse statistique, ni même une analyse simplifiée des données communiquées. Cela montre clairement qu'il faut prendre des mesures pour accroître le taux de réponse et améliorer la comparabilité des données.

## **D. Objectif stratégique 3**

96. **Objectif stratégique 3:** comme il n'existe pas d'indicateur obligatoire pour l'objectif stratégique 3, il n'est pas possible de mesurer les progrès accomplis concernant cet objectif. Trois pays ont fourni des informations sur deux indicateurs d'impact optionnels, à savoir les stocks de carbone en surface et souterrains et les terres gérées de manière durable.

## **E. Autres indicateurs pour les objectifs stratégiques 1, 2 et 3**

97. **Autres indicateurs: 10 pays, soit 6 % de tous les pays parties touchés, ont fourni des informations sur d'autres indicateurs concernant les trois objectifs stratégiques. Ce faible taux de réponse tient peut-être au fait que la communication d'informations à ce sujet était laissée à l'initiative des pays.**

## **VIII. Recommandations**

98. **On trouvera ci-après des recommandations préliminaires à l'intention de la troisième session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie (CST) et de la onzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC). Le CST souhaitera peut-être formuler des conseils à l'intention du CRIC et des recommandations concrètes aux Parties et institutions de la Convention quant à la façon d'améliorer la couverture et la comparabilité des données en vue des futurs rapports. Le CRIC souhaitera peut-être formuler des conseils à l'intention des Parties et des institutions de la Convention afin de permettre le suivi de la mise en œuvre des recommandations qui seront présentées pour examen à la Conférence des Parties. Les Parties souhaiteront peut-être examiner les questions suivantes:**

a) **Sur la base des conclusions du Groupe spécial consultatif d'experts concernant les indicateurs d'impact, le CST devrait formuler des recommandations en vue de l'élaboration de critères opérationnels communs pour l'identification des zones touchées;**

b) **Le CST devrait étudier la possibilité de formuler des recommandations pour l'adoption de types généraux de couverts terrestres et d'encourager les pays parties touchés à présenter leurs données sur les couverts terrestres et la productivité des sols au moyen de cette classification simplifiée;**

c) **Le CST devrait étudier la possibilité de dériver la productivité des terres à partir d'autres variables/méthodes fondées sur des ensembles de données facilement accessibles et reconnus au plan international;**

d) **Le CST devrait étudier la possibilité de définir des indicateurs d'emploi obligatoire pour l'objectif stratégique 3 de façon à pouvoir évaluer les progrès accomplis en vue de la réalisation de cet objectif;**

e) **Le secrétariat devrait simplifier le modèle de rapport et compléter le manuel pour l'établissement de rapports en y incluant davantage de détails et des indications, par indicateur, concernant les méthodes de collecte de données, les sources de données et autres informations, notamment celles publiées par l'ONU (également sous forme de fichiers);**

f) **Les partenaires de développement et les institutions financières, notamment le Fonds pour l'environnement mondial, devraient étudier la possibilité de fournir une assistance technique et financière plus importante aux pays parties touchés pour les aider à établir leurs rapports sur les indicateurs d'impact, et pour harmoniser progressivement les définitions et les méthodes devant être utilisées au niveau national;**

g) Les pays parties touchés devraient étudier la possibilité de faire davantage d'efforts en vue de mettre au point des séries chronologiques cohérentes concernant les indicateurs d'impact et d'accroître la couverture spatiale des données sur les zones touchées, de façon à permettre à l'avenir de dégager des tendances concernant les indicateurs d'impact, et leur lien avec les progrès réalisés s'agissant de la mise en œuvre de la Convention;

h) Les pays devraient faire davantage d'efforts pour améliorer la couverture des données concernant les zones touchées, et en l'absence de telles données ils devraient étudier la possibilité de fournir des informations sur le taux de pauvreté en zone rurale;

i) Les pays parties touchés sont invités à utiliser plus largement les normes, classifications et méthodes internationales concernant la couverture terrestre;

j) Les pays parties touchés sont invités à utiliser les informations disponibles auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres sources internationales reconnues si des informations de source nationale ne sont pas disponibles. Ces informations devraient porter en particulier sur: 1) les estimations concernant la population (population totale et rurale); 2) les taux de pauvreté; 3) les statistiques géographiques (superficie du pays, superficie des terres, superficie des zones rurales); et 4) la couverture et la productivité des terres;

k) Les pays parties touchés sont encouragés à continuer à fournir des informations additionnelles sous forme d'ensembles de données géographiques, de rapports techniques et d'autres publications. Les informations demandées devraient toutefois être également fournies au moyen du modèle en ligne<sup>23</sup>;

l) Les pays parties touchés sont invités à éditer leurs rapports et à actualiser leurs réponses concernant les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 à tout moment après la date limite officielle de communication des rapports afin de compléter l'ensemble des données de base et de permettre de procéder à l'avenir à une analyse des tendances.

---

<sup>23</sup> Voir: <http://www.unccd-prais.com>.

## Annexe I

[Anglais seulement]

### Tables – Analysis of general information on strategic objectives 1, 2 and 3: affected areas, rural areas and human population estimates

#### A. Identification of areas affected by desertification/land degradation and drought

Countries which have identified national areas affected by desertification/land degradation and drought – Global

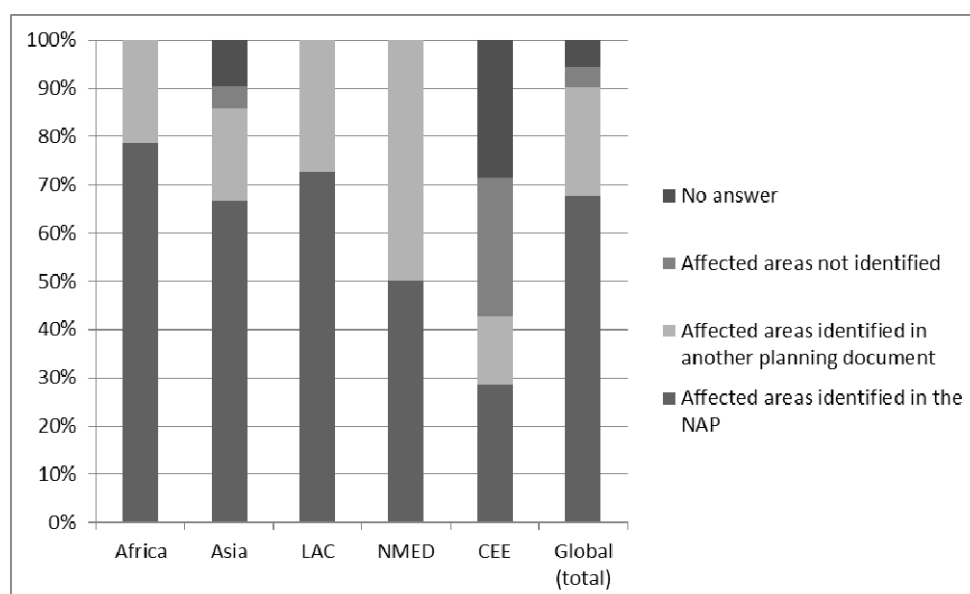


Table 1  
Number of countries which have identified national areas affected by desertification/land degradation and drought – regional

Region/Subregion	Affected areas identified in the NAP	Affected areas identified in another planning document	Affected areas not identified	No answer
Central Africa	5	1	0	0
Eastern Africa	2	0	0	0
Northern Africa	3	1	0	0
Southern Africa	6	0	0	0
Western Africa	6	4	0	0
<b>Africa (total)</b>	<b>22</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<i>Region/Subregion</i>	<i>Affected areas identified in the NAP</i>	<i>Affected areas identified in another planning document</i>	<i>Affected areas not identified</i>	<i>No answer</i>
Central Asia	2	2	0	0
East Asia	2	0	0	0
Pacific	0	0	1	1
South Asia	4	1	0	0
South East Asia	2	1	0	0
West Asia	4	0	0	1
<b>Asia (total)</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
Andean	3	0	0	0
Caribbean	1	1	0	0
Mesoamerica	2	1	0	0
South Cone	2	1	0	0
<b>LAC (total)</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>NMED (total)</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CEE (total)</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Global (total)</b>	<b>48</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>4</b>

## B. Extension of areas affected by desertification/land degradation and drought

Table 2

### Extension of areas affected by desertification/land degradation and drought - Africa

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Affected areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Affected areas [% in relation to national land area]</i>
<b>Central Africa</b>	Cameroon	195 355	41
	Central African Republic	310 000	50
	Chad	7 060	54
	Democratic Republic of the Congo	270 897	12
	Sao Tome and Principe	80	8
<b>Eastern Africa</b>	Uganda	42 515	22
<b>Northern Africa</b>	Algeria	188 000	8
	Egypt	61 594	6
	Morocco	539 000	77
	Tunisia	152 500	93

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Affected areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Affected areas [% in relation to national land area]</i>
<b>Southern Africa</b>	Lesotho	10 618	35
	Madagascar	134 278	23
	Mauritius	500	25
	United Republic of Tanzania	567 960	61
<b>Western Africa</b>	Benin	81 102	82
	Burkina Faso	202 908	74
	Côte d'Ivoire	161 000	50
	Guinea	245 857	100
	Guinea-Bissau	2 500	7
	Mali	1 104 701.82	89
	Niger	1 013 600	80
	Nigeria	393 168	43
	Togo	20 600	37

Table 3

**Extension of areas affected by desertification/land degradation and drought - Asia**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Affected areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Affected areas [% in relation to national land area]</i>
<b>Central Asia</b>	Kazakhstan	2 534 157	93
	Kyrgyzstan	53 912	28
	Uzbekistan	353 505	82
<b>East Asia</b>	China	3 317 631	35
	Mongolia	1 095 500	72
<b>South Asia</b>	India	791 475	25
	Nepal	37 576	26
	Pakistan	581 001	71
	Sri Lanka	39 900	77
<b>South East Asia</b>	Philippines	206 095	69
	Thailand	26 640	5
	Viet Nam	90 000	27
<b>West Asia</b>	Iran (Islamic Republic of)	1 200 000	75
	Lebanon	1 170.624	11.2
	Oman	296 501	95.8
	Syrian Arab Republic	109 000	59

Table 4  
**Extension of areas affected by desertification/land degradation and drought – Latin America and the Caribbean**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Affected areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Affected areas [% in relation to national land area]</i>
<b>Andean</b>	Bolivia (Plurinational State of)	437 501	40
	Colombia	193 510	17
	Ecuador	129 443	46
<b>Caribbean</b>	Cuba	96 157	87
	Guyana	2 968	1
<b>Mesoamerica</b>	Costa Rica	15 314	30
	Mexico	1 280 000	45
	Panama	20 787	27
<b>South Cone</b>	Brazil	1 338 076	16
	Chile	483 343	62

Table 5  
**Extension of areas affected by desertification/land degradation and drought – Northern Mediterranean**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Affected areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Affected areas [% in relation to national land area]</i>
	Hungary	30 453	33
	Italy	48 961	16
	Portugal	16 000	18
	Spain	90 374	18

Table 6  
**Extension of areas affected by desertification/land degradation and drought – Central and Eastern Europe**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Affected areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Affected areas [% in relation to national land area]</i>
	Bulgaria		60
	Georgia	30 000	43
	Russian Federation	2 774 000	16



**C. Definitions and methods for the identification of areas affected by desertification/land degradation and drought**

Table 7  
**Desertification/land degradation and drought definitions adopted – global**

<i>Type of definition</i>	<i>Description</i>	<i>Number of countries</i>
A	Explicit definition based on the UNCCD definitions of desertification and land degradation	16
B	Explicit definition based on the UNEP aridity index: dry areas = affected areas	4
C	Other explicit definition	14
D	Implicit definition: the UNCCD definition is not mentioned and no other definition is given	20
E	The answer does not correspond to the question	3
F	No answer	14
<b>Global (total)</b>		<b>71</b>
G	Explicit definition of drought also given (subgroup of cases A to D)	3

Table 8  
**Methods to identify affected areas adopted – global**

<i>Type of definition</i>	<i>Description</i>	<i>Number of countries</i>
A	Adoption of literature methods	11
B	Adoption of the UNEP aridity index: dryland = affected	4
C	Specific (original) methods are used and are outlined/described	6
D	The answer does not explain the method, but provides a list of the indicators/metrics used	6
E	The answer does not explain the method: it is generic and does not even provide a list of indicators. In some cases it focuses on, for example, organizational matters, types of data used and DLDD issues and factors	31
F	The respondent states that no information is available on the method actually used to identify the affected areas	1
G	No answer	12
<b>Global (total)</b>		<b>71</b>
H	Specific methods used to measure drought are also indicated	3

## D. Identification of rural areas

Table 9  
**Number of countries which have identified national rural areas**

<i>Region/Subregion</i>	<i>Rural areas identified in a national document</i>	<i>Rural areas not identified</i>	<i>Responding countries</i>
Central Africa	6		6
Eastern Africa	2		2
Northern Africa	3		3
Southern Africa	5	1	6
Western Africa	8	1	9
<b>Africa (total)</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>26</b>
Central Asia	4		4
East Asia	2		2
Pacific		1	1
South Asia	4	1	5
South East Asia	3		3
West Asia	3	1	4
<b>Asia (total)</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>19</b>
Andean	2	1	3
Caribbean	2		2
Mesoamerica	3		3
South Cone	3		3
<b>LAC (total)</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>11</b>
<b>NMED (total)</b>	<b>4</b>		<b>4</b>
<b>CEE (total)</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>5</b>
<b>Global (total)</b>	<b>58</b>	<b>7</b>	<b>65</b>

## E. Human population estimates

Table 10  
**Human population estimates – Africa**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Year</i> <sup>a</sup>	<i>Number of people living in the national area [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in affected areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [% of total population]</i>	<i>Number of people living in affected areas [% of total population]</i>
<b>Central Africa</b>	Cameroon	2010	20 164 000	7 455 114	10 136 245	37	50
	Chad	2009	11 175 915	8 752 867		78	
	Gabon	2010	1 500 000				
<b>Eastern Africa</b>	Uganda	2008	30 000 000				
<b>Northern Africa</b>	Algeria	2010	34 080 030	11 608 851		34	
	Egypt	2008	75 097 000	42 773 000	11 870 000	57	16
	Morocco	2009	31 514 000	13 421 500		43	
	Tunisia	2008	10 328 900	3 532 484		34	
<b>Southern Africa</b>	Lesotho	2006	1 876 633	1 448 716	493 597	77	26
	Madagascar	2008	19 312 550	15 083 102		78	
	Mauritius	2008	1 272 742	702 208		55	
	South Africa	2008	48 793 022	19 209 813		39	
	United Republic of Tanzania	2008	41 879 421	31 480 958		75	
	Zambia	2008	12 533 509	8 181 027	7 394 770	65	59
<b>Western Africa</b>	Benin	2008	8 355 980	4 913 316	2 605 250	59	31
	Burkina Faso	2008	15 515 258	12 480 474	12 480 474	80	80
	Guinea	2006	8 400 000	7 140 000		85	
	Mali	2009	14 528 662	11 253 935	11 622 929	77	80
	Niger	2008	14 197 601	11 469 060		81	
	Nigeria	2008	149 107 132	95 011 065	49 408 182	64	33
	Senegal	2011	12 855 153	6 838 941		53	
	Togo	2010	6 191 155	3 856 660	2 320 926	62	37

<sup>a</sup> Baseline year = 2008.

Table 11

**Human population estimates – Asia**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Year<sup>a</sup></i>	<i>Number of people living in the national area [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in affected areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [% of total population]</i>	<i>Number of people living in affected areas [% of total population]</i>
<b>Central Asia</b>	Kazakhstan	2008	15 571 506	7 305 571		47	
	Kyrgyzstan	2008	5 348 300	3 525 000	3 525 000	66	66
	Uzbekistan	2008	27 072 200	17 374 000	17 374 000	64	64
<b>East Asia</b>	China	2008	1 328 000 000	704 000 000	651 000 000	53	49
	Mongolia	2009	2 735 780	1 300 020	538 000	48	20
<b>South Asia</b>	Bhutan	2011	708 263	489 480		69	
	India	2011	1 210 000 000	833 000 000		69	
	Nepal	2011	26 620 809	22 095 022		83	
	Pakistan	2008	166 410 000	105 000 000		63	
	Sri Lanka	2011	21 000	16 000	10 000	76	48
<b>South East Asia</b>	Philippines	2008	90 173 139	46 527 536		52	
	Thailand	2010	63 878 267	35 500 000		56	
<b>West Asia</b>	Iran (Islamic Republic of)	2008	72 357 336	21 920 204		30	
	Lebanon	2008	4 166 915	543 366		13	
	Syrian Arab Republic	2007	19 172 000	8 915 000		47	

<sup>a</sup> Baseline year = 2008.

Table 12  
**Human population estimates – Latin America and the Caribbean**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Year<sup>a</sup></i>	<i>Number of people living in the national area [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in affected areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [% of total population]</i>	<i>Number of people living in affected areas [% of total population]</i>
<b>Andean</b>	Colombia	2008	44 451 147	11 054 767		25	
	Ecuador	2010	14 483 499	5 392 713	2 480 648	37	17
<b>Caribbean</b>	Cuba	2008	11 236 099	2 771 204		25	
<b>Mesoamerica</b>	Costa Rica	2011	4 301 712	1 170 841	743 061	27	17
	Mexico	2008	109 623 000	25 480 000		23	
	Panama	2010	3 405 813	1 189 254	227 363	35	7
<b>South Cone</b>	Brazil	2008	186 799 170	30 194 761	9 061 242	16	5
	Chile	2002	15 116 435	2 026 322	1 749 163	13	12

<sup>a</sup> Baseline year = 2008.

Table 13  
**Human population estimates – Northern Mediterranean**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Year<sup>a</sup></i>	<i>Number of people living in the national area [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in affected areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [% of total population]</i>	<i>Number of people living in affected areas [% of total population]</i>
	Hungary	2008	10 045 000	4 520 250		45	
	Italy	2008	59 619 290	11 558 129	4 103 349	19	7
	Portugal	2011	10 041 813		3 130 503		31
	Spain	2010	47 021 031	9 923 688		21	

<sup>a</sup> Baseline year = 2008.

Table 14  
**Human population estimates – Central and Eastern Europe**

<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Year</i> <sup>a</sup>	<i>Number of people living in the national area [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in affected areas [number of inhabitants]</i>	<i>Number of people living in rural areas [% of total population]</i>	<i>Number of people living in affected areas [% of total population]</i>
	Belarus	2008	9 542 000				
	Bosnia and Herzegovina	2011	3 839 737				
	Bulgaria	2011	7 364 570	2 025 569	2 025 569	28	28
	Georgia	2010	4 436 000				
	Russian Federation	2010	142 914 000	37 600 000	25 933 000	26	18
	The former Yugoslav Republic of Macedonia	2008	2 048 619	883 569		43	

<sup>a</sup> Baseline year = 2008.

## Annexe II

[Anglais seulement]

### Tables – Strategic objective 1

#### A. Poverty rate

##### Countries providing data on poverty rate – global

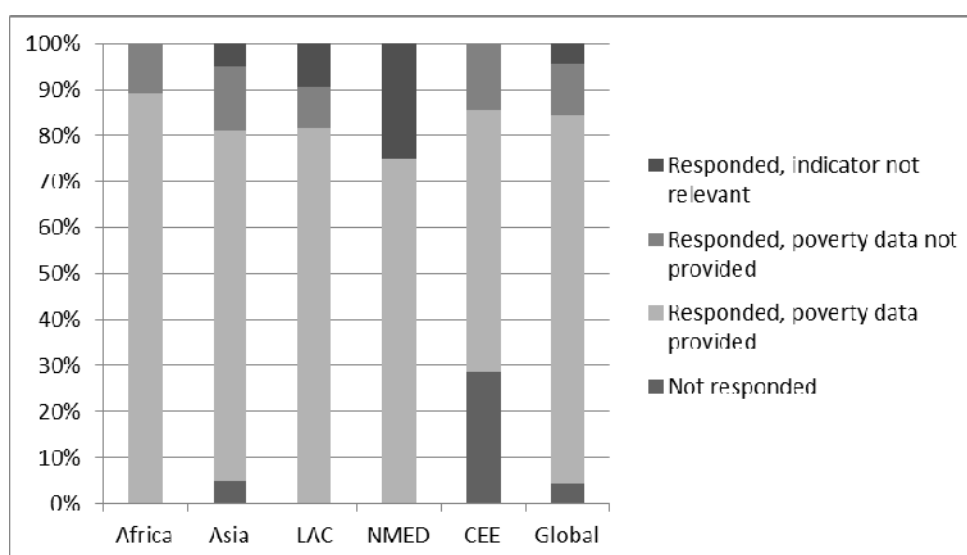


Table 1  
Number of countries providing data on poverty rate – regional

Region/Subregion	Reporting countries	Not responded	Responded, poverty data provided	Responded, poverty data not provided	Responded, indicator not relevant
Central Africa		6		5	1
Eastern Africa		2		1	1
Northern Africa		4		4	
Southern Africa		6		5	1
Western Africa		10		10	
<b>Africa (total)</b>		<b>28</b>		<b>25</b>	<b>3</b>
Central Asia		4		3	1
East Asia		2		2	
Pacific		2	1		1
South Asia		5		5	
South East Asia		3		3	
West Asia		5		3	2
<b>Asia (total)</b>		<b>21</b>	<b>1</b>	<b>16</b>	<b>3</b>

<i>Region/Subregion</i>	<i>Reporting countries</i>	<i>Not responded</i>	<i>Responded, poverty data provided</i>	<i>Responded, poverty data not provided</i>	<i>Responded, indicator not relevant</i>
Andean		3		3	
Caribbean		2			1 1
Mesoamerica		3		3	
South Cone		3		3	
<b>LAC (total)</b>		<b>11</b>		<b>9</b>	<b>1 1</b>
<b>NMED (total)</b>		<b>4</b>		<b>3</b>	<b>1</b>
<b>CEE (total)</b>		<b>7</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>1</b>
<b>Global (total)</b>		<b>71</b>	<b>3</b>	<b>57</b>	<b>8 3</b>

Table 2  
Proportion of population in affected areas living below the poverty line – baseline year<sup>a</sup>

<i>Region</i>	<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Reference year</i>	<i>Percentage of total population in affected areas living below the poverty line</i>	<i>Number of people in affected areas living below the poverty line</i>	<i>Poverty line<sup>b</sup></i>
<b>Africa</b>	<b>Northern Africa</b>	Morocco	2007	8	2 459 960	RUR
		Nigeria	2007	64	30 640 732	NAT
		Senegal	2009	37		RUR
<b>Asia</b>	<b>East Asia</b>	China	2008	5	24 110 000	RUR
		<b>South Asia</b>	Nepal	2011	27	
		Pakistan	2006	90	30 000 000	RUR
		Sri Lanka	2007	16		RUR
		Viet Nam	2008	17	4 843 000	NAT
<b>LAC</b>	<b>Mesoamerica</b>	Panama	2011	50	113 682	RUR
	<b>South Cone</b>	Chile	2009	12		RUR
<b>CEE</b>		Bulgaria	2003	18		RUR

<sup>a</sup> NAT = national poverty line; RUR = rural poverty line.

<sup>b</sup> Baseline year = 2008.



Table 3  
**Proportion of total population in affected areas living below the poverty line – regional**

<i>Region/Subregion</i>	<i>Min percentage of total nationwide population living below the poverty line<sup>ac</sup></i>	<i>Max percentage of total nationwide population living below the poverty line<sup>bc</sup></i>	<i>Number of people nationwide living below the poverty line [thousand inhabitants]</i>	<i>Number of countries with data<sup>d</sup></i>
Northern Africa	8	8	2 460	1
Western Africa	37	64	30 641	2
<b>Africa (total)</b>	<b>8</b>	<b>64</b>	<b>33 101</b>	<b>3</b>
East Asia	5	5	24 110	1
South Asia	16	90	30 000	3
South East Asia	17	17	4 843	1
<b>Asia (total)</b>	<b>5</b>	<b>90</b>	<b>58 953</b>	<b>5</b>
Mesoamerica	50	50	114	1
South Cone	12	12		1
<b>LAC (total)</b>	<b>12</b>	<b>50</b>	<b>114</b>	<b>2</b>
<b>CEE (total)</b>	<b>18</b>	<b>18</b>		<b>1</b>
<b>Global (total)</b>	<b>5</b>	<b>90</b>	<b>92 167</b>	<b>11</b>

<sup>a</sup> The minimum percentage reported by countries with data in the subregion.

<sup>b</sup> The maximum percentage reported by countries with data in the subregion.

<sup>c</sup> Minimum and maximum percentages coincide if there is only one country with data in the subregion.

<sup>d</sup> Countries with data: countries which provided most complete and quality-proofed poverty data.

Table 4  
**Proportion of population in rural areas living below the poverty line – baseline year<sup>a</sup>**

<i>Region</i>	<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Reference year</i>	<i>Percentage of total population in rural areas living below the poverty line</i>	<i>Number of people in rural areas living below the poverty line</i>	<i>Poverty line<sup>b</sup></i>
<b>Africa</b>	<b>Central Africa</b>	Democratic Republic of the Congo	2005	69	39 992 400	INT
		Uganda	2009	27	7 100 000	NAT
	<b>Northern Africa</b>	Egypt	2008	30		NAT
		Morocco	2007	15	1 926 000	NAT
		Tunisia	2004	7.1	247 797	RUR
	<b>Southern Africa</b>	Lesotho	2003	77	1 448 716	NAT
		Madagascar	2010	82	13 189 690	NAT
	<b>Western Africa</b>	Côte d'Ivoire	2008	62		NAT
		Guinea	2008	54		NAT

<i>Region</i>	<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Reference year</i>	<i>Percentage of total population in rural areas living below the poverty line</i>	<i>Number of people in rural areas living below the poverty line</i>	<i>Poverty line<sup>b</sup></i>
		Nigeria	2007	64	64 445 470	NAT
		Togo	2006	74	2 590 564	NAT
<b>Asia</b>	<b>East Asia</b>	China	2008	4	40 070 000	RUR
	<b>South Asia</b>	India	2010	33.8		RUR
		Nepal	2011	27	7 302 087	RUR
	<b>South East Asia</b>	Philippines	2008	42.5	19 774 203	RUR
		Thailand	2008	11	5 194 000	RUR
	<b>West Asia</b>	Lebanon	2004	30	165 000	NAT
		Syrian Arab Republic	2007	15.1	1 346 165	NAT
<b>LAC</b>	<b>Andean</b>	Bolivia (Plurinational State of)	2008	74	2 543 118	RUR
	<b>Mesoamerica</b>	Costa Rica	2008	22	383 308	RUR& NAT
		Costa Rica	2010	29	520 847	RUR& NAT
		Mexico	2008	62	15 900 000	RUR
	<b>South Cone</b>	Chile	2009	12	273 846	RUR
<b>CEE</b>		Bulgaria	2003	18		RUR& NAT
		The former Yugoslav Republic of Macedonia	2008	43.3		NAT

<sup>a</sup> Baseline year = 2008.

<sup>b</sup> INT = international poverty line; NAT = national poverty line; RUR = rural poverty line.

Table 5

**Proportion of total population in rural areas living below the poverty line – global**

<i>Region/Subregion</i>	<i>Min percentage of total nationwide population living below the poverty line<sup>a,c</sup></i>	<i>Max percentage of total nationwide population living below the poverty line<sup>b,c</sup></i>	<i>Number of people nationwide living below the poverty line [thousand inhabitants]</i>	<i>Number of countries with data<sup>d</sup></i>
Central Africa	69	69	39 992	1
Eastern Africa	27	27	7 100	1
Northern Africa	7	30	2 174	3
Southern Africa	77	82	14 638	2
Western Africa	53	74	72 136	4
<b>Africa (total)</b>	<b>7</b>	<b>82</b>	<b>136 041</b>	<b>11</b>

<i>Region/Subregion</i>	<i>Min percentage of total nationwide population living below the poverty line <sup>a,c</sup></i>	<i>Max percentage of total nationwide population living below the poverty line <sup>b,c</sup></i>	<i>Number of people nationwide living below the poverty line [thousand inhabitants]</i>	<i>Number of countries with data <sup>d</sup></i>
East Asia	4	4	40 070	1
South Asia	27	34	7 302	2
South East Asia	11	43	24 968	2
West Asia	15	30	1 511	2
<b>Asia (total)</b>	<b>4</b>	<b>43</b>	<b>73 851</b>	<b>7</b>
Andean	74	74	2 543	1
Mesoamerica	22	62	16 283	2
South Cone	12	12	274	1
<b>LAC (total)</b>	<b>12</b>	<b>74</b>	<b>19 100</b>	<b>4</b>
<b>CEE (total)</b>	<b>18</b>	<b>43</b>		<b>2</b>
<b>Global (total)</b>	<b>4</b>	<b>82</b>	<b>228 992</b>	<b>24</b>

<sup>a</sup> The minimum percentage reported by countries with data in the subregion.

<sup>b</sup> The maximum percentage reported by countries with data in the subregion.

<sup>c</sup> Minimum and maximum percentages coincide if there is only one country with data in the subregion.

<sup>d</sup> Countries with data: countries which provided most complete and quality-proofed poverty data.

Table 6

**Proportion of nationwide population living below the poverty line – baseline year<sup>a</sup>**

<i>Region</i>	<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Reference year</i>	<i>Percentage of total nationwide population living below the poverty line</i>	<i>Number of people nationwide living below the poverty line</i>	<i>Poverty line<sup>b</sup></i>
<b>Africa</b>	<b>Central Africa</b>	Democratic Republic of the Congo	2005	31	17 967 600	INT
		Gabon	2010	33	495 000	NAT
		Sao Tome and Principe	2010	15	24 764	NAT
	<b>Northern Africa</b>	Algeria	2010	5	1 704 002	NAT
		Egypt	2008	28.9	12 361 397	NAT
		Tunisia	2004	3.8	381 102	NAT
	<b>Southern Africa</b>	Lesotho	2003	58	1 088 448	NAT
		Madagascar	2010	77	15 401 600	NAT
		Mauritius	2007	9	104 200	NAT
		United Republic of Tanzania	2007	37		NAT
<b>Western Africa</b>	Côte d'Ivoire	2008	49		NAT	
	Nigeria	2007	70	101 138 559	NAT	

<i>Region</i>	<i>Subregion</i>	<i>Country</i>	<i>Reference year</i>	<i>Percentage of total nationwide population living below the poverty line</i>	<i>Number of people nationwide living below the poverty line</i>	<i>Poverty line<sup>b</sup></i>
<b>Asia</b>	<b>South Asia</b>	Bhutan	2007	23	146 100	NAT
		<b>South East Asia</b>	Philippines	2008	31.1	28 043 846
		Viet Nam	2008	13	11 400 000	NAT
	<b>West Asia</b>	Lebanon	2004	28	1 168 500	NAT
		Syrian Arab Republic	2007	12.3	2 358 156	NAT
<b>NMED</b>		Hungary	2008	12	1 205 400	NAT
		Italy	2008	5	2 893 000	NAT
		Portugal	2008	18	1 902 278	NAT
<b>CEE</b>		Bosnia and Herzegovina	2002	18.2		NAT
		Russian Federation	2008	13	18 800 000	NAT
		The former Yugoslav Republic of Macedonia	2008	28.7	587 954	NAT

<sup>a</sup> Data refer to baseline year = 2008.

<sup>b</sup> INT = international poverty line; NAT = national poverty line.

Table 7

**Proportion of nationwide population living below the poverty line – global**

<i>Region/Subregion</i>	<i>Min percentage of total nationwide population living below the poverty line<sup>a,c</sup></i>	<i>Max percentage of total nationwide population living below the poverty line<sup>b,c</sup></i>	<i>Number of people nationwide living below the poverty line [thousand inhabitants]</i>	<i>Number of countries with data<sup>d</sup></i>
Central Africa	15	33	18 487	3
Northern Africa	4	29	14 447	3
Southern Africa	9	77	16 594	4
Western Africa	49	70	101 139	2
<b>Africa (total)</b>	<b>4</b>	<b>77</b>	<b>150 667</b>	<b>12</b>
South Asia	23	23	146	1
South East Asia	13	31	39 444	2
West Asia	12	28	3 527	2
<b>Asia (total)</b>	<b>12</b>	<b>31</b>	<b>43 117</b>	<b>5</b>
<b>NMED (total)</b>	<b>5</b>	<b>18</b>	<b>6 001</b>	<b>3</b>
<b>CEE (total)</b>	<b>13</b>	<b>29</b>	<b>19 388</b>	<b>3</b>
<b>Global (total)</b>	<b>4</b>	<b>77</b>	<b>219 172</b>	<b>23</b>

<sup>a</sup> The minimum percentage reported by countries with data in the subregion.

<sup>b</sup> The maximum percentage reported by countries with data in the subregion.

<sup>c</sup> Minimum and maximum percentages coincide if there is only one country with data in the subregion.

<sup>d</sup> Countries with data: countries which provided most complete and quality-proofed poverty data.

## B. Additional indicators

Table 8  
Availability of information on optional impact indicators –  
Strategic objective 1

<i>Indicator</i>	<i>Metrics</i>	<i>Number of countries applying the metrics/Number of other metrics</i>
<b>Water availability per capita</b>	Water availability and use	3
	Percentage of rural population with access to (safe) drinking water	2
	Other metrics	1
Number of countries using the indicator		4
<b>Change in land use</b>	Land under sustainable land management	4
	Other metrics	0
Number of countries using the indicator		4
<b>Food consumption per capita</b>	Proportion of chronically undernourished children under the age of 5 in rural areas	0
	Other metrics	3 <sup>a</sup>
Number of countries using the indicator		3
<b>Total number of countries providing information</b>		<b>7</b>

<sup>a</sup> Three countries indicated three other metrics.

### Annexe III

[Anglais seulement]

#### Tables – Strategic objective 2

##### A. Land cover

Figure 1  
Countries providing data on land cover - global

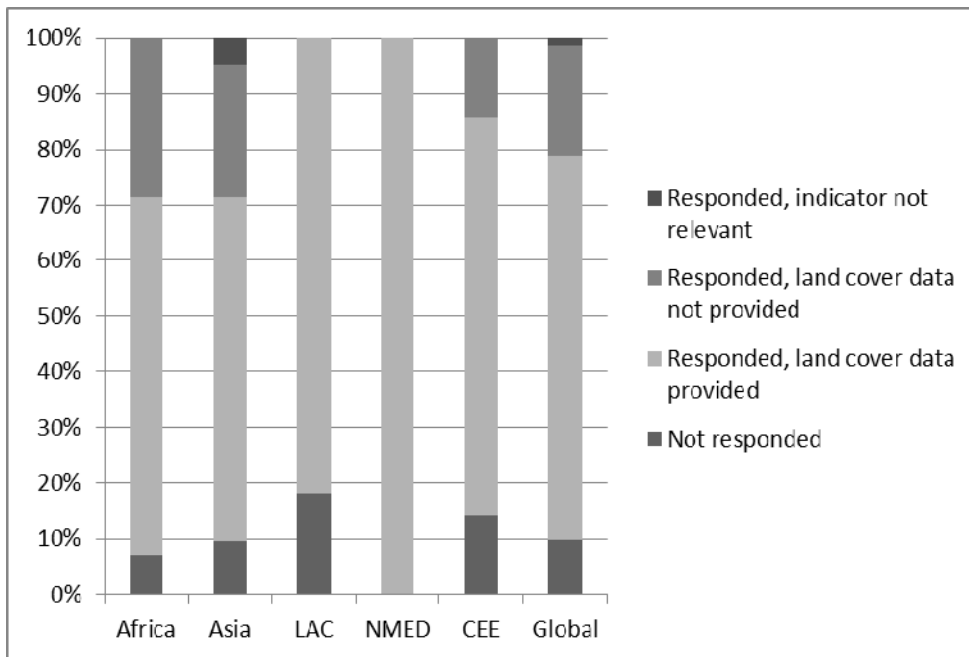


Table 1  
**Number of countries providing data on land cover – regional**

<i>Region/Subregion</i>	<i>Reporting countries</i>	<i>Not responded</i>	<i>Responded, land cover data provided</i>	<i>Responded, land cover data not provided</i>	<i>Responded, indicator not relevant</i>
Central Africa	6	1	4	1	
Eastern Africa	2	1	1		
Northern Africa	4		2	2	
Southern Africa	6		5	1	
Western Africa	10		6	4	
<b>Africa (total)</b>	<b>28</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>8</b>	
Central Asia	4		2	1	1
East Asia	2		2		
Pacific	2	2			
South Asia	5		3	2	
South East Asia	3		2	1	
West Asia	5		4	1	
<b>Asia (total)</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b>1</b>
Andean	3		3		
Caribbean	2	1	1		
Mesoamerica	3	1	2		
South Cone	3		3		
<b>LAC (total)</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>9</b>		
<b>NMED (total)</b>	<b>4</b>		<b>4</b>		
<b>CEE (total)</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	
<b>Global (total)</b>	<b>71</b>	<b>7</b>	<b>49</b>	<b>14</b>	<b>1</b>

Table 2  
**Distribution of land cover types – global**

<i>Region</i>	<i>Artificial areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Cultivated areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Natural and seminatural vegetation [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Bare land and other areas [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Water bodies [km<sup>2</sup>]</i>	<i>All types [km<sup>2</sup>]</i>	<i>Number of countries with data<sup>a</sup></i>
Africa	910	354 033	1 284 294	1 163 897	60 306	2 863 440	5
Asia	32 484	2 305 532	2 089 524	957 122	22 631	5 407 293	5
LAC	28 159	1 048 234	4 513 069	160 166	95 826	5 845 454	3
NMED	30 591	460 102	387 672	12 441	10 243	901 049	3
CEE	32 805	413 814	298 448	347	24 791	770 204	4
<b>Global (total)</b>	<b>124 949</b>	<b>4 581 714</b>	<b>8 573 007</b>	<b>2 293 973</b>	<b>213 797</b>	<b>15 787 440</b>	<b>20</b>

<sup>a</sup> Countries with data: countries which reported land cover data on the major land cover types for the whole national territory.

Figure 2  
Distribution of land cover types – Global

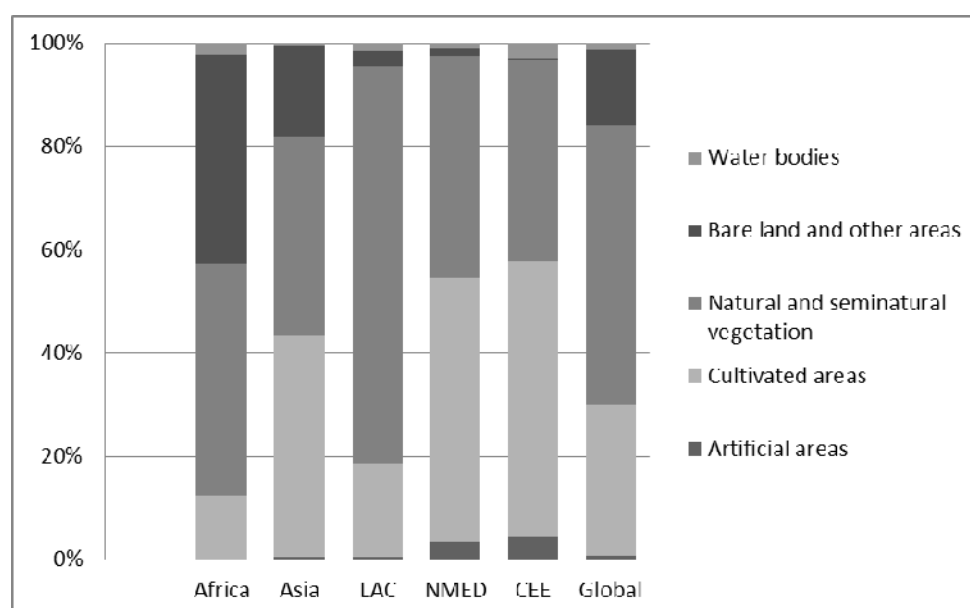


Table 3  
Distribution of land cover types – regional

Region	Artificial areas [km <sup>2</sup> ]	Cultivated areas [km <sup>2</sup> ]	Natural and seminatural vegetation [km <sup>2</sup> ]	Bare land and other areas [km <sup>2</sup> ]	Water bodies [km <sup>2</sup> ]	All types [km <sup>2</sup> ]	Number of countries with data <sup>a</sup>
Central Africa	38	219 286	380 682	705 952	2 406	13 08 364	1
Southern Africa	872	134 747	903 612	457 945	57 900	1 555 076	4
<b>Africa (total)</b>	<b>910</b>	<b>354 033</b>	<b>1 284 294</b>	<b>1 163 897</b>	<b>60 306</b>	<b>2 863 440</b>	<b>5</b>
<b>Africa (%)</b>	<b>0.03</b>	<b>12</b>	<b>45</b>	<b>41</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	
South Asia	65	1 843 755	884 472	611 956	3 133	3 343 381	2
South East Asia	24 179	274 537	181 072	19 227	14 100	513 115	1
West Asia	8 240	187 240	1 023 980	325 939	5 398	1 550 797	2
<b>Asia (total)</b>	<b>32 484</b>	<b>2 305 532</b>	<b>2 089 524</b>	<b>957 122</b>	<b>22 631</b>	<b>5 407 293</b>	<b>5</b>
<b>Asia (%)</b>	<b>1</b>	<b>43</b>	<b>39</b>	<b>18</b>	<b>0.4</b>	<b>100</b>	
Andean	605	55 669	981 695	26 977	15 429	1 080 375	1
Mesoamerica	9 111	395 730	1 516 354	17 321	18 091	1 956 607	1
South Cone	18 443	596 835	2 015 020	115 868	62 306	2 808 471	1
<b>LAC (total)</b>	<b>28 159</b>	<b>1 048 234</b>	<b>4 513 069</b>	<b>160 166</b>	<b>95 826</b>	<b>5 845 454</b>	<b>3</b>
<b>LAC (%)</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>77</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	
<b>NMED (total)</b>	<b>30 591</b>	<b>460 102</b>	<b>387 672</b>	<b>12 441</b>	<b>10 243</b>	<b>901 049</b>	<b>3</b>
<b>NMED (%)</b>	<b>3</b>	<b>51</b>	<b>43</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>100</b>	



Region	Artificial areas [km <sup>2</sup> ]	Cultivated areas [km <sup>2</sup> ]	Natural and seminatural vegetation [km <sup>2</sup> ]	Bare land and other areas [km <sup>2</sup> ]	Water bodies [km <sup>2</sup> ]	All types [km <sup>2</sup> ]	Number of countries with data <sup>a</sup>
<b>CEE (total)</b>	<b>32805</b>	<b>413814</b>	<b>298448</b>	<b>347</b>	<b>24791</b>	<b>770204</b>	<b>4</b>
<b>CEE (%)</b>	<b>4</b>	<b>46</b>	<b>33</b>	<b>0.04</b>	<b>3</b>	<b>85</b>	
<b>Global (total)</b>	<b>124 949</b>	<b>4 581 714</b>	<b>8 573 007</b>	<b>2 293 973</b>	<b>213 797</b>	<b>15 787 440</b>	<b>20</b>
<b>Global (%)</b>	<b>1</b>	<b>29</b>	<b>54</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>100</b>	

<sup>a</sup> Countries with data: countries which reported land cover data on the major land cover types for the whole national territory.

## B. Land productivity

Figure 3  
Countries providing data on land productivity – global

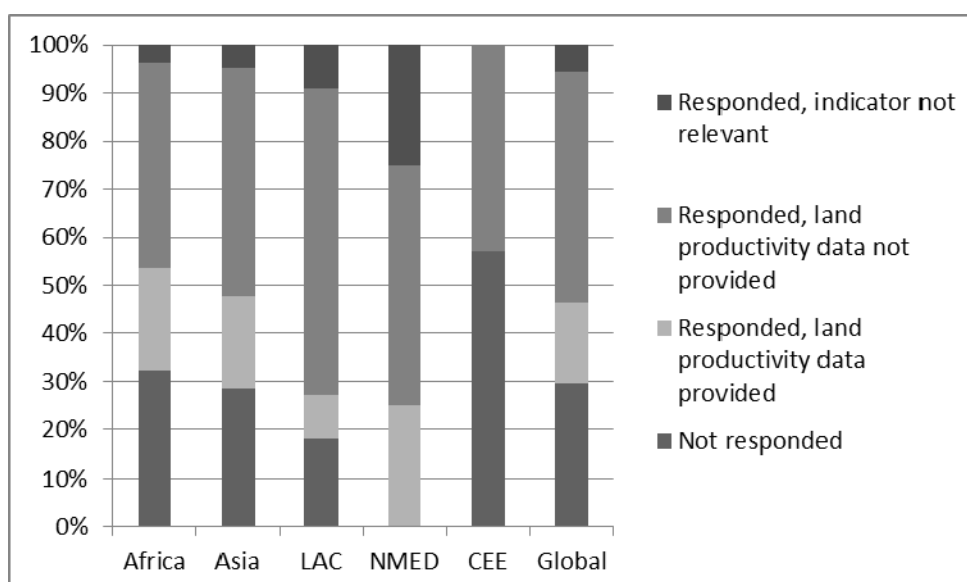


Table 4  
**Number of countries providing data on land productivity – regional**

<i>Region/Subregion</i>	<i>Reporting countries</i>	<i>Not responded</i>	<i>Responded, land cover data provided</i>	<i>Responded, land cover data not provided</i>	<i>Responded, indicator not relevant</i>
Central Africa	6	3	1	2	
Eastern Africa	2	1	1		
Northern Africa	4		1	2	1
Southern Africa	6	2	1	3	
Western Africa	10	3	2	5	
<b>Africa (total)</b>	<b>28</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>1</b>
Central Asia	4	1		2	1
East Asia	2		1	1	
Pacific	2	2			
South Asia	5	1	1	3	
South East Asia	3	1	1	1	
West Asia	5	1	1	3	
<b>Asia (total)</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>10</b>	<b>1</b>
Andean	3			3	
Caribbean	2		1	1	
Mesoamerica	3	1		2	
South Cone	3	1		1	1
<b>LAC (total)</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>1</b>
<b>NMED (total)</b>	<b>4</b>		<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
<b>CEE (total)</b>	<b>7</b>	<b>4</b>		<b>3</b>	
<b>Global (total)</b>	<b>71</b>	<b>21</b>	<b>12</b>	<b>34</b>	<b>4</b>

## C. Additional indicators

Table 5  
**Availability of information on optional impact indicators –  
strategic objective 2**

<i>Indicator</i>	<i>Metrics</i>	<i>Number of countries applying the metrics/Number of other metrics</i>
<b>Capacity of soils to sustain agropastoral use</b>	GLADIS “Soil Health Status”	0
	Other metrics	1 <sup>a</sup>
Number of countries using the indicator		1
<b>Degree of land degradation</b>	Level of land degradation (via ecosystem services provision capacity)	1
	Level of land degradation	2
	Other metrics	3 <sup>b</sup>
Number of countries using the indicator		4
<b>Plant and animal biodiversity</b>	Number and share of crop and animal varieties that are endangered per area	1
	Share of main or key crop and animal varieties	0
	Number of crop and animal species in agricultural use	1
	Living Planet Index	0
	Wild Bird Index	2
	Soil biodiversity	0
	Other metrics	0
Number of countries using the indicator		4
<b>Drought index</b>	Trends in seasonal precipitation	1
	Standardized Precipitation Index	2
	Other metrics	1
Number of countries using the indicator		3
<b>Total number of countries providing information</b>		6

<sup>a</sup> Metrics not indicated.

<sup>b</sup> Two countries provided three metrics.

## Annexe IV

[Anglais seulement]

### Tables – Strategic objective 3

#### Additional indicators

#### Availability of information on optional impact indicators – strategic objective 3

<i>Indicator</i>	<i>Metrics</i>	<i>Number of countries applying the metrics/Number of other metrics</i>
<b>Carbon stocks above and below ground</b>	Above-ground organic carbon stocks	2
	Below-ground organic carbon stocks	1
	Other metrics	
Number of countries using the indicator		3
<b>Land under sustainable land management</b>	Land under sustainable land management	1
	Other metrics	5 <sup>a</sup>
Number of countries using the indicator		2
<b>Total number of countries providing information</b>		3

<sup>a</sup> One country indicated five metrics.